Les crédits

En 1989, au Québec, 470 000 emplois étaient directement ou indirectement attribuables aux exportations interprovinciales. À l'exception de l'Ontario, le Québec était la seule province à afficher une balance commerciale interprovinciale favorable. Je le répète, à l'exception de l'Ontario, le Québec était la seule province à afficher une balance commerciale interprovinciale favorable.

Le Québec accusait un déficit commercial d'environ 3 milliards de dollars avec l'Ontario, mais il affichait un excédent global d'environ 1,3 milliard de dollars, je pense, parce qu'il avait entretenu des relations commerciales avec les autres provinces. Et voilà que le Bloc québécois qui représente la population québécoise déclare: «Nous voulons ériger des barrières. Nous ne voulons pas de libre-échange dans notre propre pays.» Eh bien, je suis convaincu qu'un Québec indépendant suppliera le Canada à genoux de maintenir le libre-échange parce qu'il ne peut pas s'en passer. Pourquoi les députés bloquistes s'y opposent-ils aujourd'hui?

Le projet de loi C-91 concerne la Banque fédérale de développement. Nous doutons beaucoup de l'opportunité de maintenir la Banque fédérale de développement. Nous ne croyons pas que le gouvernement fédéral puisse constituer une société d'État qui fera concurrence au secteur privé. C'est essentiellement ce que fera cet organisme. Cette banque renouvelée concurrencera les banques canadiennes. Je ne crois pas que nous devrions prendre cette initiative. Nous devrions plutôt obliger l'entreprise privée à faire ce qu'elle doit faire.

Les bloquistes ont une conception des choses bien différente de la nôtre, et je crois qu'ils dépendent beaucoup plus de l'État pour tout. On peut dire, à juste titre d'ailleurs, que les bloquistes vivent dans une sorte de monde socialiste idéal. Ils veulent une société où l'État soit responsable de tout et où l'individu n'exerce qu'une responsabilité très limitée. Soit. C'est un point de vue différent.

Nous ne partageons pas la même opinion. À notre avis, nous ne devons pas renouveler la banque parce que nous ne voulons pas qu'elle concurrence le secteur privé. Les bloquistes croient qu'une banque renouvelée va en quelque sorte faire concurrence aux organismes actuels au Québec.

Pourquoi les bloquistes ne s'interrogent-ils pas sur la manière de fusionner les organismes actuels au Québec? Les employés de la Banque fédérale de développement ne sont pas des Martiens. Ils viennent du Québec. Le président de la banque, M. François Beaudoin, est à Montréal. Il suffirait de fusionner la FEDNOR pour réduire les chevauchements et les coûts des services aux Canadiens. Il ne suffit pas de s'opposer à ceci ou à cela, encore faut-il être constructif.

Le dernier projet de loi est le projet de loi C-46 sur la réorganisation du ministère de l'Industrie. Que dire de ce projet de loi, sinon qu'il s'agit essentiellement d'une mesure d'ordre administratif. Nous nous sommes opposés au projet de loi parce que c'est notre rôle de le faire, mais il sera néanmoins adopté.

• (1125)

Cela montre que la Chambre peut fonctionner efficacement, si nous agissons de façon constructive. Je recommande aux députés bloquistes de s'en souvenir dans les prochains débats.

[Français]

M. Maurice Godin (Châteauguay, BQ): Madame la Présidente, j'ai écouté l'analyse que le député a faite sur le discours de mon confrère. Je dois vous dire qu'il est difficile de savoir ce qu'il pense. Au départ, il a dénigré tout ce que le Bloc québécois a dit ou fait depuis son arrivée à la Chambre des communes; ensuite, il a dit être d'accord avec tout ce que nous faisons. Alors, où se situe-t-il vraiment? On ne sait trop, c'est difficile de le suivre.

L'ensemble de son exposé qui nous appuie porte sur la décentralisation. C'est justement ce que nous avons demandé, nous, au Québec, pendant des années, soit la décentralisation vers les provinces pour faire face à la mondialisation des marchés qui allait se présenter, et cela n'a pas réussi.

Il a mentionné l'endettement. Justement, cela nous a conduit à cet endettement de 500 milliards de dollars qui risque d'éliminer tous les programmes sociaux et d'endetter les générations futures. Il a parlé surtout des avantages dont le Québec profite avec le commerce est-ouest. Mais il oublie de nous dire que depuis 127 ans, on a dépensé des millions pour développer ce commerce. Cela pourrait permettre au Québec, devenant indépendant, de s'orienter vers d'autres grands marchés qui nous concernent, soit les marchés nord-sud.

Il signalait les problèmes que l'on vit et qu'on n'a pas pu résoudre avec le système actuel. Je voudrais lui en mentionner quelques-uns. Si on parle de problèmes structurels, il y a des problèmes de fond que la Constitution n'a jamais pu régler. Premièrement, l'empiètement du fédéral dans les champs de responsabilités provinciales; deuxièmement, la société distincte; troisièmement, l'autonomie des nations autochtones; quatrièmement, l'absence d'appartenance canadienne est-ouest, la fameuse chicane de l'Ouest qui s'est toujours considéré comme l'arrière-pays; le droit de dépenser du fédéral dans des mégaprojets, sans l'accord des provinces, qui nous a conduits tout simplement à l'endettement de 500 milliards et au chômage que nous connaissons; la relance économique et la création d'emplois et finalement, le défi de demain qu'est la mondialisation des marchés.

Pourtant, si je prends la période de 1968 à 1993, il y a eu deux grands leaders, avec deux actions différentes, soit M. Trudeau de 1968 à 1984 et M. Mulroney de 1984 à 1993. L'un, justement, nous proposait un fédéralisme centralisateur et dominateur et une seule nation, alors que l'autre proposait—on ne peut pas sincèrement reprocher à M. Mulroney de ne pas avoir essayé—la décentralisation des provinces, dans le but tout simplement de relancer ce grand Canada.

Nous connaissons les résultats: l'échec de l'entente du lac Meech, le rejet de l'Entente de Charlottetown, même si le Canada anglais a dépensé 13 millions pour faire accepter cette entente comparativement à environ 800 000 \$ pour la campagne du oui. Suite à cela, aux dernières élections, le Parti conservateur a complètement disparu.